

Le discours du 20 décembre 2012



Allocution devant les deux chambres réunies du Parlement algérien

Publié le 20 décembre 2012

Monsieur le Président du Conseil de la Nation,

Monsieur le Président de l'Assemblée populaire nationale,

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs les Parlementaires.

Vous me faites grand honneur en me recevant ici, en m'accueillant, comme le peuple algérien l'a fait hier. Je mesure l'importance de l'événement, mais aussi la grandeur de l'enjeu ouvrir un nouvel âge dans la relation entre la France et l'Algérie. Ma visite vient dans un moment chargé de sens et de symboles, il y a cinquante ans, l'Algérie accédait à l'indépendance, elle s'arrachait à la France, après une guerre longue de huit ans.

Elle devenait la République algérienne libre et souveraine. Elle conquerrait ce droit, ce droit inaliénable, ce droit de pouvoir disposer pour un peuple de lui-même. Cinquante ans, c'est court à l'échelle de l'histoire, et pourtant, quel chemin a été parcouru par l'Algérie depuis 1962. L'Algérie est aujourd'hui un pays respecté sur la scène internationale, qui compte, qui pousse, l'Algérie est un pays dynamique, dont les ressources sont considérables, dont l'économie est en développement, et je mesure ces étapes

chaque fois que je viens en Algérie, depuis 1978, lorsque jeune fonctionnaire français, j'étais pour huit mois à l'ambassade de France à Alger.

L'Algérie est un pays jeune, dont la moitié de la population a moins de 26 ans, et donc plein de promesses, l'Algérie est un pays courageux, il a prouvé dans son histoire, il a prouvé encore plus récemment face à l'épreuve terroriste qu'il a traversé ce pays avec dignité et unité. A cette Algérie, fière de son passé, consciente de ses forces, la France, à travers moi, adresse des vœux de prospérité et de réussite.

Mais la question qui est posée à nos deux pays, l'Algérie et la France, elle est simple, elle est grave : sommes-nous capables d'écrire ensemble une nouvelle page de notre histoire ? Je le crois. Je le souhaite. Je le veux. Nous ne partons pas d'ailleurs de rien, puisque nous pouvons nous appuyer sur les liens humains que vous avez rappelés, Monsieur le Président, linguistiques, je parle une langue, le français, que vous connaissez et que vous parlez, des liens économiques, qui unissent aussi nos deux pays.

Mais cette amitié, pour vivre, pour se développer, elle doit s'appuyer sur un socle, ce socle, c'est la vérité. Cette vérité, nous la devons à tous ceux qui par leur histoire, par leur histoire douloureuse, blessés, veulent ouvrir une nouvelle page. Nous la devons à la jeunesse, à toutes les jeunes, qui veulent avoir foi en leur avenir, et donc qui veulent savoir où elles viennent. Rien ne se construit dans la dissimulation, dans l'oubli, et encore moins dans le déni. La vérité, elle n'abandonne pas, elle compare, la vérité, elle ne divise pas, elle rassemble.

Alors, l'histoire, même quand elle est tragique, même quand elle est douloureuse pour nos deux pays, elle doit être dite. Et la vérité je vais la dire ici, devant vous. Pendant 132 ans, l'Algérie a été soumise à un système profondément injuste et brutal, ce système a un nom, c'est la colonisation, et je reconnais ici les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien. Parmi ces souffrances, il y a eu les massacres de Sétif, de Guelma, de Kherrata, qui, je sais, demeurent ancrés dans la conscience des Algériens, mais aussi des Français. Parce qu'à Sétif, le 8 mai 1945, le jour même où le monde triomphait de la barbarie, la France manquait à ses valeurs universelles.

La vérité, elle doit être dite aussi sur les circonstances dans lesquelles l'Algérie s'est déroulée du système colonial, sur cette guerre qui, longtemps, n'a pas dit son nom en France, la guerre d'Algérie. Voilà, nous avons le respect de la mémoire, de toutes les mémoires. Nous avons ce devoir de vérité sur la violence, sur les injustices, sur les massacres, sur la torture. Connaître, établir la vérité, c'est une obligation, et elle lie les Algériens et les Français. Et c'est pourquoi il est nécessaire que les historiens aient accès aux archives, et qu'une coopération dans ce domaine puisse être engagée, poursuivie, et que progressivement, cette vérité puisse être connue de tous.

La paix des mémoires, à laquelle j'aspire, repose sur la connaissance et la divulgation de l'histoire. Mais la nôtre est aussi une histoire humaine, car au-delà des blessures, au-delà des deuils, demeure la relation exceptionnelle nouée entre les Français et les Algériens ; les Français d'Algérie, instituteurs, médecins, architectes, professeurs, artistes, commerçants, agriculteurs qui, avec le peuple algérien, avaient su nouer, dans des conditions difficiles, intolérables parfois, des relations tellement humaines.

Je me rendrai à Tlemcen, la ville de Messali HADJ, l'un des fondateurs du nationalisme algérien, qui évoque lui-même, dans ses mémoires, les Français d'Algérie, en rappelant l'amitié et la confiance, en évoquant ses relations simples, quotidiennes, naturelles dont le souvenir nous appartient. Je n'oublie pas non plus tous ces coopérants qui étaient venus après l'indépendance de l'Algérie, à la fois par conviction, et par souci de promotion du savoir et de la connaissance, et qui voulaient rendre service à la République, la jeune République algérienne.

Notre histoire, cette histoire, c'est aussi celle de grandes consciences françaises, qui ont su s'élever contre l'injustice de l'ordre colonial, Georges CLEMENCEAU, dès 1885, trouva les mots pour dénoncer l'abus pur et simple de la force pour s'approprier l'homme et ses richesses. André MANDOUZE, moins connu, et pourtant, tellement militant, qui, toute sa vie, fut fidèle à ses valeurs dans la résistance, mais également dans la conscience de l'indépendance algérienne. Germaine TILLION, qui fut la militante inlassable du dialogue entre les hommes et les femmes, entre les peuples, l'écrivain Français

MAURIAC, qui sut rappeler dans les moments difficiles la véritable grandeur d'un peuple qui ne repose pas sur sa force brutale, mais sur la puissance de son message universel.

Et puis, notre histoire, l'histoire de la France, c'est aussi Alger, qui fut la capitale dans les moments les plus sombres de la France libre, parce que c'est ici que s'écrit l'honneur de la France, à Alger, avec le Général De GAULLE sa tête.

Voilà tout ce qui nous rassemble, nous réunit et nous permet après avoir regardé l'histoire, le passé, de pouvoir construire l'avenir. Je n'ai pas d'autres mots que ceux qu'employaient le président BOUTEFLIKA le 8 mai dernier. Sincère, qui appelait à une lecture objective de l'histoire loin des guerres de mémoires et des enjeux conjoncturels afin d'aider les deux parties à transcender les séquelles du passé et d'aller vers un avenir où puisse régner confiance, compréhension, respect mutuel, partenariat. Eh bien ces mots-là sont les miens encore aujourd'hui.

La proximité entre l'Algérie et la France n'est pas une incantation prononcée à chaque voyage d'un président de la République française en Algérie, la proximité dont je parle n'est pas une abstraction, n'est pas une construction elle est une réalité. Elle se fonde sur des liens intimes, profonds, uniques pour la France comme pour l'Algérie. Sur 900.000 Algériens qui résident à l'étranger, 700.000 vivent en France et je ne peux pas compter tous ces Algériens venus à travers plusieurs générations donner leur force de travail pour permettre à la France d'être ce qu'elle est aujourd'hui.

Je pense aussi à ces jeunes Français nés de parents algériens qui sont pleinement Français, qui doivent être regardés toujours comme tels et qui en même temps sont en famille ici, chez vous en Algérie. Ces jeunes Français se sont engagés dans tous les domaines de l'économie, de la culture, du cinéma, de la littérature, du théâtre, du sport et même de la politique. Et nous avons attendu d'ailleurs trop longtemps ce moment, enfin les assemblées parlementaires françaises comptent désormais des élus d'origine algérienne.

Il y a aussi tous ces Français nés en Algérie et qui sont partis dans les conditions que chacun connaît et avec le déchirement dont ils ne se sont pas remis mais qui portent toujours je vous

l'assure, l'Algérie dans leur cœur. Je ne vais pas faire de comptabilité mais il y a des millions de mes concitoyens en France qui ont vis-à-vis de l'Algérie un fonds commun de références, de passion, d'émotions et qui loin d'affaiblir la France, renforce encore cette passion d'être ce qu'elle est aujourd'hui.

Voilà pourquoi nous sommes liés les uns aux autres mais la géographie aussi nous rapproche, la mer Méditerranée ne nous sépare pas elle nous unit mais elle nous confère aussi des responsabilités communes et exceptionnelles.

La Méditerranée c'est un espace politique, économique, diplomatique et nous avons le devoir de développer des projets qui bénéficient directement aux populations des deux rives. Je souhaite et je le dis devant vous, représentants du peuple algérien, je souhaite que la France et l'Algérie travaillent ensemble pour le projet méditerranéen.

De même que la France et l'Allemagne avaient été capables après une guerre tragique qui les avait opposés d'être les moteurs de la construction européenne eh bien l'Algérie et la France peuvent construire aussi l'union, l'unité méditerranéenne de demain.

Mais il faut aussi, non pas pour porter des projets chimiques mais des réalisations dans tous les domaines de l'énergie, des transports, de l'éducation, de la connaissance et du développement. Je parle d'éducation, de connaissance, de savoir, de recherche. La langue peut également nous servir de lien. L'Algérie chérit la langue arabe mais elle a su aussi se nourrir du français, se l'approprier comme un butin de guerre mais surtout, comme un instrument de connaissance, de diversité, de liberté.

Tant d'écrivains algériens ont apporté à la langue française leur génie, Kateb YACINE, Mohammed DIB, hier, Assiad DJEBAR, Anouar BENMALEK, Yasmina KHADRA, aujourd'hui et c'est Albert CAMUS, ce fils d'Alger dont nous célébrons l'an prochain l'anniversaire, le centième anniversaire de la naissance, qui a évoqué le premier cette communauté franco-arabe formée par tous les écrivains algériens dans l'égalité la plus parfaite. Merci à l'Algérie de donner aussi à la langue française sa diversité.

C'est fort de ces liens, de cette responsabilité qu'aujourd'hui à l'occasion de ma visite ici en Algérie, nos deux pays peuvent ouvrir une nouvelle page, un nouveau chapitre, à travers un partenariat stratégique d'Algérie-Algérie.

C'est ce que nous venons d'établir avec le président BOUTEFLIKA, une déclaration d'amitié ici à Alger et également un document qui scellera notre relation dans tant de domaines pour ce partenariat. Cinq ans, cinq ans d'actions communes si nous le voulons, si nous en décidons pour relever trois défis qui nous sont communs.

Le premier est économique, la France et l'Algérie doivent passer à la vitesse supérieure, doivent multiplier les échanges, les investissements, les réalisations communes. Oh nous connaissons les blocages, vous ici en Algérie, nous en France, nous savons les méfiances, les reticences mais nous savons aussi ce que nous pouvons faire ensemble.

Alors, faisons-le, dans le cadre de la transition énergétique, dans le cadre du partage des technologies, dans le cadre de la transition énergétique, dans le cadre du partage des technologies, dans le cadre de la formation des hommes et des femmes.

Nous pouvons partager nos savoir-faire, nos expériences, nos ressources, nous avons inventé parce que nous sommes la France, parce que vous êtes l'Algérie. Nous avons inventé de nouveaux modes de développement dans tous les domaines industriels, agricoles, et c'est pourquoi nous avons signé de nombreux accords de coopération ensemble à l'occasion de cette visite.

Je ne viens pas ici pour faire du commerce, je viens ici devant vous pour marquer un temps nouveau et en même temps 450 entreprises françaises, de grands groupes mais aussi des PME emploient directement 40.000 personnes, même 100.000 avec les emplois indirects en Algérie, nous pouvons faire davantage.

La France est le premier investisseur sur le territoire algérien, je m'en félicite mais nous pouvons faire encore mieux, elle est aussi son premier fournisseur, son troisième client, nous

pouvons relever encore le niveau de nos échanges ; nous devons être prêts à aller plus loin et dans la dimension qui m'accompagne il y a toutes sortes de personnalités économiques, culturelles, scientifiques, artistiques, mais je veux que l'économie soit également au cœur de notre relation.

Hier RENAULT a signé un important accord en vue de produire dans votre pays une voiture destinée au marché local mais aussi régional, et j'allais dire même aussi international. Ce n'est pas une délocalisation, aucune entreprise française n'est venue s'installer au détriment de l'emploi français, c'est une entreprise RENAULT qui vient construire des véhicules pour qu'il y ait plus d'emplois en Algérie et plus d'emplois en France.

Voilà un bel accord que nous avons été capables de conclure sur le plan économique et il s'intégrera dans une déclaration de partenariat productif qui marquera cette idée de coproduction entre nos deux pays.

Le deuxième défi que nous avons à relever, en Algérie comme en France, c'est celui de la jeunesse, la formation, l'éducation, c'est une grande ambition de l'Algérie depuis l'indépendance, la formation, l'éducation c'est le grand message, c'est le rêve français depuis sa propre révolution.

Parce que nous avons tous conscience que la jeunesse n'est pas simplement un atout, une vitalité, c'est aussi une ressource que nous devons accompagner, encadrer, valoriser. Et dans tous les accords que nous avons passés entre l'Algérie et la France au cours de cette visite, ce sont des accords de formation et j'en ferai la démonstration à travers ce que nous allons faire pour des réseaux d'institut d'enseignement supérieur de technologie.

Quatre centres vont être créés qui, ensuite, serviront de référence pour être généralisés sur le territoire algérien, si vous en décidez. Ils aideront les jeunes à acquérir, dans un cycle court, les connaissances, les compétences qu'attendent les entreprises et permettront plus facilement de leur trouver du travail.

Notre partenariat, celui dont je parle, notre déclaration d'amitié doit s'adresser

d'abord aux jeunes pour répondre concrètement à leurs attentes. Je pense aussi aux universitaires, à ces vingt-cinq mille Algériens qui étudient en France mais aussi à tous ceux qui s'intéressent en France à l'Algérie et qui veulent, là encore, nouer des relations à un niveau d'excellence, mais je veux que l'on accueille mieux et davantage les étudiants algériens.

C'est pourquoi je propose que puisse se construire une maison de l'Algérie à la cité internationale universitaire de Paris pour accueillir ces étudiants.

Nous pourrions nous dire qu'au niveau de la Méditerranée, nous pourrions faire ce qui a été réalisé au niveau de l'Europe, ces programmes d'échange universitaire, ce que l'on appelle ERASMUS. On trouvera un autre nom, d'un autre philosophe pour la Méditerranée mais c'est le même projet : permettre les échanges, la circulation.

J'ai parlé de circulation des personnes ; c'est le troisième défi que nous avons à régler. Près de deux cent mille Algériens reçoivent chaque année un visa dans nos consulats. Cette politique est indispensable, je la rappelle ici.

Nous devons, pour l'intérêt de l'Algérie et pour celui de la France, maîtriser les flux migratoires. Les jeunes que vous formez doivent trouver du travail ici, espérer faire leur vie ici, mais en même temps ils ont besoin aussi de circuler. Alors, nous ne devons pas faire de la demande d'un visa un parcours obstacle ou, pire encore, une humiliation. Au contraire ! Nous avons besoin que se poursuivent et même s'amplifient les allers-retours des étudiants, des entrepreneurs, des artistes, des familles. Bref, tout ce qui anime la relation entre la France et l'Algérie. Nous allons rester dans l'accord de 1968, mais nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour accueillir mieux les demandeurs de visa et pour que les documents soient délivrés plus vite par nos consulats. C'est une affaire de respect et d'intérêt mutuel. Dans le même temps, nous attendons de l'Algérie qu'elle ouvre plus largement ses portes aux Français qui souhaitent se rendre sur votre territoire, parce qu'ils y ont des souvenirs, des attaches familiales, affectives ou des projets professionnels ou personnels à réaliser.

Enfin, le dernier défi que nous avons à relever, il est pour la paix et la sécurité dans le monde.

Nous portons les mêmes principes au plan international : l'indépendance, la souveraineté, le respect des peuples.

Nous connaissons les mêmes menaces : le terrorisme, et vous, vous savez ce qu'est le terrorisme. Nous avons aussi les mêmes valeurs d'émancipation ; nous avons le même besoin de vivre dans un environnement de paix et de stabilité. Or, chacun le voit, le monde est en plein changements. Parfois ils vont dans le bon sens, parfois dans le pire. Mais il y a eu ces peuples qui se sont soulevés contre la dictature, des révolutions ont apporté l'espoir mais aussi, reconnaissons-le, soulevé des inquiétudes.

Chaque pays doit trouver sa propre voie et vous l'avez montrée. Il ne peut pas y avoir de réponse unique aux aspirations des citoyens, mais la leçon de ce qu'on a appelé le printemps arabe est que de toute manière, et partout dans le monde, les peuples entendent prendre en main leur destin.

Alors, le rôle de la France, celui de l'Algérie, c'est de les accompagner dans la voie de l'ouverture, de la démocratie, de la liberté. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne se discute pas, ne se marchandise pas. Il en est ainsi du droit du peuple palestinien et, aux Nations Unies, l'Algérie et la France ont voté ensemble la résolution qui confère à la Palestine le statut d'état non-membre observateur.

Mais nous ne pouvons pas en rester là. Nous voyons les risques aussi d'un blocage, d'une fermeture, d'une violence.

Notre devoir, c'est de favoriser la négociation permettant la reconnaissance des deux Etats qui pourraient vivre en pleine sécurité, sécurité, respect, tout simplement en paix.

Enfin, il y a la crise du Sahel. Elle nous oblige aussi, et là-dessus je me félicite de voir que la France et l'Algérie partagent des principes communs. Nous devons affronter cette crise, mais

nous devons laisser les Africains décider souverainement des opérations de soutien pour permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale.

Nous avons deux volontés qui ne se discutent pas. La première, c'est de favoriser la négociation politique, le dialogue pour que toutes les parties prenantes qui respectent l'unité du Mali, qui n'acceptent pas le terrorisme, puissent se retrouver ensemble avec des voix permettant aussi une certaine reconnaissance de la spécificité du nord-Mali.

Mais en même temps que nous poursuivons cet effort de négociation politique, nous devons montrer une détermination. Non pas la France, qui n'est plus dans ces interventions d'hier, mais la communauté internationale. Parce que si le conseil de sécurité en décide, et il en décidera, alors ce seront les Africains eux-mêmes qui voudront ou ne voudront pas et je sais qu'ils le veulent engager une opération pour l'intégrité du territoire malien.

Et je fais confiance à l'Algérie pour mener à sa place toutes les négociations, discussions politiques en plein accord avec la France.

Voilà tout ce que nous avons à faire, voilà ce qui nous rapproche, voilà ce qui nous unit, voilà ce qui peut pour de longues années et je n'ose pas dire cinquante ans mais nous pouvons aussi penser que ce que nous pensons vaut bien plus que pour cinq ans. Parce qu'ici, ce n'est plus une question de personnes : c'est la France, c'est l'Algérie. Une déclaration d'amitié, je le disais, a été signée. C'est bien une déclaration, mais l'amitié ça se prouve. C'est un beau sentiment.

Elle se fonde sur trois exigences, celles que j'ai rappelées devant vous. La reconnaissance du passé dans le respect des mémoires, de toutes les mémoires. La seconde exigence, c'est la solidarité entre nos deux nations qui partagent tant de destins communs. Et enfin la troisième exigence, c'est de lever l'espérance. L'espérance pour la jeunesse, la jeunesse de l'Algérie, la jeunesse de la France, celle qui va demain décider du sort de nos deux nations.

C'est pour elle que nous formons cette déclaration d'amitié. C'est pour elle que

nous engageons ce partenariat exceptionnel d'Algérie à l'Algérie. C'est pour elle, cette jeunesse de France, cette jeunesse d'Algérie, que je suis venu ici, en visite comme chef de l'État, comme président de la République, pour vous dire combien je crois à l'amitié entre la France et l'Algérie.

Merci.

Le discours du 20 décembre 2012